1,5 € - N°123 7 mars 2024

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Non à la guerre, non au nationalisme !

« L'ennemi principal est dans notre propre pays »

Karl Liebknecht

- **Salaires, profits, budget... Inverser le rapport de force**
- **La lutte des femmes, moteur de la lutte pour changer le monde**

A propos du NPA

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre dernier, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue du NPA 33 s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Rendez-vous sur le site national du NPA :
https://nouveaupartianticapitaliste.fr

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito p.3
Nos vies, pas leurs profits p.4-7
- Salaires, profits, budget... Inverser le rapport de force
- Cestas-Pessac : faire converger les colères et les luttes
- PIC Cestas, un mouvement indédit à plusieurs titres
- L'envers du décor d'un marché de l'aéronautique en plein envol
- Non aux sanctions des camarades de l'énergie
- Qui sont les vrais terroristes du chemin de fer ?
- La prev' déter' !!!

Dans l'éducation p.8-9
- Après la mobilisation de février, construire la grève
- Au lycée Camille Jullian, une grève « surprise »
- Non aux fermetures de filières techniques et professionnelles !
- Contrats aidés PEC, une manne pour les patrons

Dans la santé p.9
- Plan blanc à l'hôpital de Libourne
- « Bien vieillir dans les Ehpads privés... tout en

Féminisme p.10-11
- La lutte des femmes, moteur de la lutte pour changer le monde
- La grève féministe du 8 mars se construit pas à pas

Ecologie p.11
- Contre la GPSO, le combat continue !

Leur société p.12-15
- En Gironde, la viticulture malade... du capitalisme
- Pétrole en Gironde : « *Produire jusqu'à ce que cela ne soit plus possible* »
- Non au projet de disparition de 482 logements HLM à Pessac Saige
- De plus en plus de logements vacants...
- Quand l'ordre moral à peur... des Drag Queens !
- Le budget du Conseil départemental et la politique d'austérité de l'Etat

A lire p.15-16
- *Les oiseaux de papier*, BD de Mana Neyestani
- Trois livres sur Marx

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)
Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom , prénom, e-mail et adresse.

Non à la guerre, non au nationalisme !

« *L'ennemi principal est dans notre propre pays !* »*

Depuis plusieurs semaines, les représentants des classes dirigeantes, les médias à leurs ordres, ont entrepris de nous persuader que nous n'aurions pas d'autre avenir que la guerre.

Rien ou pas grand-chose n'est montré des souffrances réelles endurées par les peuples qui en subissent déjà les terribles conséquences. Alors que plus de 30 000 Palestiniens, officiellement, ont été tués par l'armée sioniste, que la population assiégée dans la bande de Gaza est réduite à la famine, des soldats israéliens ont tué plus de 110 personnes et blessé des centaines d'autres, dans la nuit du 28 au 29 février, en tirant sur la foule qui s'était massée autour de camions d'aide alimentaire. Darmanin n'a pas manqué de donner l'alarme… contre les menaces terroristes qui s'ensuivraient. Et si Macron, Biden et d'autres ont exprimé une hypocrite réprobation, ils apportent un soutien inconditionnel à la guerre génocidaire d'Israël.

Après deux ans de guerre en Ukraine, rien n'est dit ni montré non plus de cette effroyable boucherie qui aurait fait plus de 500 000 morts et blessés au total dans les deux camps. Dans les deux pays, les hommes en âge de combattre sont réquisitionnés de force, la plupart fuient la mobilisation, ils ne veulent pas donner leur vie pour les intérêts du dictateur Poutine et de ses oligarques ou pour la prétendue guerre de libération de Zélensky.

Menaces de généralisation de la guerre

Comme Macron l'a dit le 26 février au sortir d'une conférence européenne qui a rassemblé plus d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement se discute maintenant, à plus ou moins long terme, la possibilité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine. Une intense propagande voudrait nous convaincre qu'il s'agirait de notre « *liberté* » et de notre « *sécurité* », menacée par la Russie dans le même temps où une enquête publiée par le New-York Times le 25 février a révélé que des agents de la CIA opèrent en Ukraine contre la Russie depuis 2014 et y ont installé 12 bases depuis 2016. En réalité, la guerre d'Ukraine, relancée par l'agression barbare de Poutine le 24 février 2022, est une guerre menée contre la Russie par les Etats-Unis et leurs alliés, par peuple ukrainien interposé. Elle s'inscrit tout comme la guerre du gouvernement Netanyahou contre les Palestiniens et les peuples du Moyen-orient dans l'offensive des grandes puissances occidentales pour sauvegarder leur hégémonie mondiale face aux puissances capitalistes émergentes dont la Chine.

Mais plus fondamentalement, la cause de la multiplication des guerres, c'est l'exacerbation de la concurrence pour l'accaparement des richesses. C'est une conséquence de la crise de sénilité du capitalisme, incapable de faire suffisamment de profits pour rentabiliser l'énorme masse de capitaux investis dans la spéculation sans piller et surexploiter à outrance les êtres humains et la nature.

Pas un homme, pas un euro pour la guerre !

Les menaces d'extension de la guerre sont bien réelles, tant en Ukraine qu'au Moyen-orient et d'ores et déjà, tous les Etats préparent leur opinion publique au réarmement et à la mobilisation de leurs armées. Le maître mot de Macron et de son ministre de la Défense, Lecornu, c'est « l'*économie de guerre* », produire munitions, artillerie, avions de combat, blindés au nom de la « défense de l'Ukraine » aujourd'hui, de la prétendue défense de « *nos libertés* », « *de la civilisation occidentale* ».

En même temps qu'il subventionne les profits des groupes capitalistes, le gouvernement mobilise des dizaines de milliards pour stimuler l'industrie militaire tandis que les hôpitaux et l'Education crèvent du manque de moyens, de personnel. C'est la même guerre de classe qu'ils mènent contre les immigrés, contre les peuples, contre les chômeurs et tous les pauvres, en un mot contre tous les travailleurs.

Nous pouvons nous donner les moyens de refuser cette logique militariste et guerrière, en regroupant nos forces sur des bases internationalistes, démocratiques, révolutionnaires.

L'ennemi est dans notre propre pays ! Union de tous les travailleurs contre ce régime capitaliste failli, le parasitisme de ses grandes fortunes et leurs représentants à la tête de l'État.

* *Karl Liebknecht*

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Salaires, profits, budget… Inverser le rapport de force

Les grèves sur les salaires se multiplient dans le privé à l'occasion des NAO. Partout, la tendance est la même, les patrons veulent reprendre le peu qu'ils ont dû concéder ces deux dernières années. Leurs discours reprennent ceux de Le Maire qui annonce que « *le combat contre l'inflation est en train d'être gagné* ». Mais pour les travailleur.es, les prix n'en finissent pas de grimper : mutuelles, doublement des franchises médicales, factures d'électricité, produits de grande consommation… On est loin de la « désinflation » annoncée !

Signe du recul général des salaires, la part des travailleur·es payé·es au Smic a augmenté de 50 % en deux ans. Et quand Attal parle de « *désmicardiser la France* », il ne fait que préparer le terrain à l'offensive contre le SMIC, qui augmente trop vite pour le patronat.

En plus de la vie chère et des salaires à reculons vient s'ajouter le plan d'austérité qui va impacter les services publics, les budgets sociaux et aggraver encore la situation des classes populaires comme des salarié.es du secteur public. Alors que les prévisions de croissance sont passées de 1,4 % à 1 %, Le Maire vient d'annoncer 10 milliards d'économies supplémentaires dans le budget de l'Etat. Une saignée qui se traduit par une perte de 692 millions pour l'Education Nationale, 904 millions dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, etc.

Pour justifier cette politique, Le Maire répète : « *Nous avons choisi de réduire les dépenses immédiatement et massivement. L'État se serre la ceinture* ». Mais qui se serre la ceinture ? Sûrement pas les sénateurs ou les députés qui se sont votés de confortables augmentations de leurs frais de mandat. Et surtout pas les entreprises, qui profitent de l'argent public, des exonérations de cotisations et des baisses d'impôts. En France, l'ensemble atteint les 160 milliards par an, un « *pognon de dingue* » qui a augmenté de 242 % en 20 ans !

C'est cette offensive qui nourrit les profits records du CAC40 qui dépassent ceux de 2022. En tête, 18,6 milliards pour Stellantis et presque 20 milliards pour TotalEnergies !

Face à cette situation, l'intersyndicale reste en sommeil, engluée dans le dialogue social. Les directions syndicales ne formulent aucune riposte d'ensemble, laissant les luttes sur les salaires se dérouler entreprise par entreprise. Seule journée de grève nationale annoncée par l'intersyndicale, le 19 mars ne concerne que la Fonction publique.

La bataille pour les 400 € net pour tou·te·s et pour l'indexation sur les prix signifie changer le rapport de force global entre le capital et le travail. C'est une bataille politique, qui dépasse le simple cadre de son entreprise et qui concerne l'ensemble du monde du travail, du privé comme du public. Cela signifie prendre en main nos luttes à la base, s'adresser à l'ensemble des travailleur.es de sa branche, de son secteur géographique, mener la bataille d'opinion pour chercher à étendre la lutte.

Laurent Delage

Cestas-Pessac : faire converger les colères et les luttes

Les salarié.es de GXO Cestas, qui assurent l'approvisionnement des magasins Carrefour, ont fait 9 jours de grève illimitée en février suivie par 94 % du personnel, pour exiger de GXO une « *prime de fin de dossier* » de 7000 € net et des garanties sur le transfert du personnel à ID Logistics.

ID a remporté la mise dans l'appel d'offre de Carrefour, propriétaire du dépôt mais qui en sous-traite toute l'activité, et va prendre la direction du dépôt dès le 1er mars. Les patrons s'échangent ainsi les salarié.es et comme toujours dans ces cas-là, ils essaient de niveler par le bas les quelques acquis que ceux-ci avaient pu gagner.

La direction partante de GXO a joué d'emblée la provocation, en affirmant que jamais elle ne donnerait une telle prime de « *fin de dossier* ». Mais après 9 jours de grève, les magasins Carrefour ont été si impactés qu'elle a dû faire machine arrière. Les grévistes ont ainsi gagné une prime exceptionnelle de 1700 € net et 400 € de prime de « productivité » étendue à l'ensemble du personnel.

Durant la grève, une première sur ce site, ils ont aussi créé un collectif précieux pour la suite et montré au futur repreneur qu'ils comptent bien ne pas se laisser faire. Ils ont pu voir aussi comment les patrons savent être solidaires entre eux

Plateforme Industrielle Courrier Cestas

Un mouvement inédit à plusieurs titres

Depuis le 11 janvier, les postiers de la PIC ont engagé un mouvement, soutenus par une intersyndicale CGT/SUD combative en Gironde, pour une augmentation de salaire de 400 euros. Il a gagné les facteurs de la Gironde puis quelques endroits nationalement. Les NAO viennent de se conclure avec une augmentation de 3,5 % (environ 50 €) pour une proposition d'origine à 2,5 %, loin des revendications des postiers. Mais le mouvement n'a pas dit son dernier mot...

Premier mouvement de l'histoire de La Poste pour les NAO

C'est bien la première fois qu'un mouvement a lieu à l'occasion des NAO pour revendiquer une vraie augmentation de salaires à La Poste. La raison est finalement assez simple, et elle est « sociologique » : La Poste était avant une entreprise publique donc sans NAO, puis une société anonyme avec une majorité de fonctionnaires, très peu concernés par les NAO. Les recrutements de fonctionnaires ayant cessé depuis 2001, la proportion s'est inversée et les CDI constituent aujourd'hui environ 70 % des agents contre 30 % de fonctionnaires.

Contrairement à d'autres boîtes du privé, les NAO ne font donc pas du tout partie des traditions militantes à La Poste. Pourtant, il y aurait de quoi. Avec un salaire à l'embauche de 1400 € qui culminera autour 1650 € à la veille de la retraite, dans une entreprise qui fait plus d'un milliard de bénéfices, les postiers ont de quoi revendiquer !

Le débrayage comme nouvelle arme

C'est donc avec beaucoup de volontarisme que les postiers de la PIC de Cestas ont tout de suite compris qu'il fallait tenter d'étendre le mouvement nationalement en faisant des appels vidéo lors des débrayages. Certes les NAO sont finies et il n'y a pas eu de grève nationale à cette occasion. Mais les appels à se joindre au mouvement depuis le 11 janvier ont été vus et repris dans plusieurs endroits avec un point d'orgue le 15 février avec des dizaines de sites mobilisés en France ! Le mouvement a imposé un style : le débrayage avec vidéo/photo. Le 27 février, un débrayage était organisé à la même heure à la PIC de Lille et de Cestas et les postiers en grève avons échangé par visio en direct. Une expérience riche à travers laquelle avec des collègues à la base, principalement des femmes, syndiqué.es ou non, nous avons mesuré l'importance de l'auto-organisation pour faire bouger les lignes. Ce n'est qu'un début…

Correspondant

---

sur cette zone logistique de Pot au Pin, allant jusqu'à stocker les palettes de leur concurrent quand son entrepôt est bloqué par les grévistes !

De leur côté, les grévistes ont reçu le soutien des salariés de la PIC, de C-Logistics (CDiscount), de l'Union Locale CGT de Pessac… Ils sont allés eux aussi soutenir les salariés de la PIC lors de leur grève du 6 février, envoyant une délégation parler de la leur et appelant tout le monde à se battre. Sur le piquet, bien des grévistes ont mesuré à quel point nous avons besoin de tisser ces liens entre salarié.es des différentes entreprises, renforcer la solidarité, nous organiser à la base.

Ces discussions se sont poursuivies aussi lors de l'AG de l'UL CGT de Pessac qui s'est tenue quelques jours plus tard. En plus de la PIC, les débrayages se multiplient sur le secteur.

A Stryker, même si les NAO sont officiellement terminées, les salariés continuent à se battre et ont commencé à faire reculer la direction à l'occasion de la venue d'un ponte de la direction américaine du groupe. A C-Logistics, les NAO se sont ouvertes sur fond de démantèlement du groupe Casino. Les salarié.es sont toujours dans le flou sur leur avenir et ont fait grève le mois dernier pour dénoncer la situation. A la Monnaie, la direction veut revenir à une NAO au rabais, après avoir lâché 6 % pour les plus bas salaires l'année dernière. Les salarié.es n'en veulent pas et des débrayages ont commencé, d'autant que la charge de travail est particulièrement importante cette année.

L'idée de mener des actions de convergence a été lancée, avec en perspective une initiative sur la zone logistique de Pot au Pin. Malgré les difficultés pour faire coïncider en même temps plusieurs piquets de grève comme C-Logistics et la PIC, la construction de ces liens et de ces convergences avance. Une très bonne chose pour la suite.

L.D.

L'envers du décor d'un marché de l'aéronautique en plein envol

Dassault a recruté dans toute la France plus de 1000 personnes en 2023.

En 2024, l'objectif est le même dont la moitié en Nouvelle Aquitaine... « *Avec les commandes du Rafale, on a du travail jusqu'en 2032* » indique une dirigeante. Les guerres se généralisant, les perspectives de production militaire se développent.

Au-delà de Dassault, c'est tout le secteur qui recrute. Du coup, tous les métiers sont en tension… et les patrons en concurrence. Dassault embauche les salarié·es de ses propres sous-traitants. C'est tout bénef : déjà formé·es, connaissant le boulot, et pas mécontents de fuir ces entreprises qui paient moins bien avec des conditions de travail bien plus moches.

Par exemple, certain·es salarié·es de Safran qui signent chez Dassault se voient augmenté·es jusqu'à 200 euros par mois, avec en plus, une reprise d'ancienneté pour la durée du travail accomplie sur site ! Du jamais vu, alors tous ceux qui peuvent y vont à fond avant que Dassault ne referme les vannes !

Quelques chiffres : pour un effectif avoisinant 45 CDI à Safran-Services Mérignac, il y a plus d'une centaine de précaires, CDD et intérimaires (largement majoritaires). Les intérimaires à qui Safran propose l'embauche refusent : les salaires n'y sont pas attractifs, et les primes d'intéressement et de participation sont bien maigres quand on voit l'augmentation de 70 % du bénéfice de Safran… Sans parler de l'accord de compétitivité de 2022 qui a imposé la fin du paiement des indemnités kilométriques et le paiement des heures supplémentaires à la fin de l'année plutôt qu'au mois. Pas étonnant que les collègues aillent au plus offrant.

Pour ceux qui restent, se pose la question de leur avenir comme nous l'écrivions dans le bulletin **l'Aile rouge**, diffusé à Dassault : « *comment va-t-on bosser en sous effectifs, en mode dégradé, et quelles menaces pour nos emplois si la sous-traitance perd des chantiers faute de salariés… Là encore, l'évidence, c'est que Dassault embauche tous nos collègues !* »

Face à la mise en concurrence par les patrons, nous défendons l'unité de nos intérêts, à commencer pour des augmentations de salaires. A Safran, dans tout le groupe, il y a eu une grosse journée de mobilisation le 14 février et une nouvelle journée a eu lieu le 5 mars. Mais entre les « 2 tours », beaucoup de boites ont continué à débrayer et maintenir la pression.

Chez Dassault, des débrayages et barrages filtrants ont commencé à l'occasion des NAO. Chez 3A, autre sous-traitant, le ras-le-bol monte contre les conditions de travail et les cadences.

Pour l'instant, c'est en ordre dispersé, mais en discutant entre salariés, on se rend compte que les patrons ont tous la même politique salariale : toutes les enveloppes d'augmentation proposées avoisinent les 4 %. Chez Safran, Dassault, Thalès, Lisi… les patrons de la métallurgie se sont donnés le mot.

Comment arriver à dépasser les frontières des entreprises pour ne faire qu'UN, au moins déjà dans l'aéronautique ? Là est la question… Il y a une certaine conscience que la bagarre sera dure tellement les patrons tiennent à leurs profits, mais ils sont aussi dans une situation de faiblesse avec les recrutements qu'ils peinent à faire. Et cette faiblesse, il faudrait qu'on en soit plus conscient pour faire ce boulot de convergence entre nous, à la base, prendre conscience de notre force, construire des perspectives collectives.

Correspondante

Non aux sanctions des camarades de l'Energie

Le 9 janvier dernier, le tribunal a relaxé les deux militants CGT Energie Alexandre et Christophe de tous les faits reprochés. Ce procès, comme les arrestations au petit matin, les garde à vue et les mesures de contrôle judiciaire pour empêcher ces camarades de participer à la moindre manifestation ou réunion, visaient avant tout à intimider tous ceux qui contestent cette réforme des retraites qui vole deux ans de nos vies.

Une politique de criminalisation du mouvement social que le parquet continue de mener avec acharnement, puisqu'il vient de décider de faire appel de la décision du tribunal correctionnel, accompagné de la direction d'Enedis et de l'hôpital St André touché lors d'une coupure.

Dans le même temps, malgré la décision de relaxe du tribunal, la direction d'Enedis maintenait les procédures disciplinaires contre Alexandre, Christophe et Adrien. Près de 200 salariés et militants se sont rassemblés devant la direction d'Enedis les 14 et 15 février pour la convocation des deux premiers. Le Conseil de discipline a requis 8 jours de mise à pied pour chacun d'eux. Une mesure illégitime, même s'il apparait à beaucoup que la mobilisation a freiné la direction pour sanctionner bien plus lourdement.

Raison de plus de la maintenir et de l'amplifier, d'autant que la direction n'a toujours pas rendu sa décision finale. Le 7 mars, la CGT Energie appelle à venir soutenir Adrien à partir de 12h devant le siège d'Enedis. Soyons nombreux à manifester notre solidarité.

L.D.

Pétition «pour l'arrêt immédiat des procédures disciplinaires à Enedis sur https://www.change.org ou avec le QR Code ci-contre

Qui sont les vrais terroristes du chemin de fer ?

Depuis plusieurs mois, les ASCT (contrôleurs.ses) avaient prévenu qu'ils et elles exerceraient leur droit de grève en février pour obtenir satisfaction à leurs revendications salariales et l'aménagement de leur fin de carrière (CPA).

Cela n'a pas empêché une semaine de « cheminot bashing » et de « fake news » organisés par les dirigeants de la SNCF et le gouvernement. Farandou (PDG de la SNCF) n'a pas hésité à sortir du bois pour faire croire qu'on était des enfants gâtés. Attal a mis sa pierre à l'édifice accompagné par le dernier ministre des Transports Patrice Vergriette fraichement nommé le 8 février, ils parlent eux de presque 20 % d'augmentation à la SNCF en 2 ans, faisant mine de ne pas comprendre le malaise à la SNCF.

Enfin ces gens-là osent tout avec leurs discours remplis de démagogie dans les médias, allant même jusqu'à remettre en cause le droit de grève. Les mêmes qui ne veulent pas financer la modernisation et l'entretien du réseau, les mêmes qui organisent la mise en place de la filialisation et de la privatisation dans le secteur du rail. Les mêmes qui ont acté la suppression de Fret SNCF au 1er janvier 2025. En fait, les mêmes, ce gouvernement et les dirigeants de la SNCF qui imposent la casse du chemin de fer public, intensifient le travail des cheminots et leur appauvrissement. Oui, les patrons de la SNCF ont certes versé quelques primettes qui ne sont pas pérennes dans le temps ni pour nos retraites. Mais les dernières NAO de décembre ont acté 1,8 % d'augmentation de salaires pour les cheminots, bien en deçà de l'inflation.

En quelque sorte, le gouvernement a tenté une offensive de plus pour nous diviser et nous affaiblir. Farandou, au lendemain du week-end de grève propose aux organisations syndicales, dans une vidéo envoyée par SMS à tous les cheminots, encore plus de dialogue social… Une blague ! Parce qu'à la SNCF, nous, les cheminots avons bien compris que toutes leurs politiques capitalistes ne répondent qu'à leur seule volonté de faire un maximum de fric et de profit sur notre dos, en organisant la mise en place de structures privées pour notamment capter l'argent public.

En fait, il n'y a rien de surprenant à ce que les grèves se démultiplient à la SNCF dans tous les corps de métiers (matériel, ASCT, contrôleurs, Fret). Les cheminots ne se laissent pas faire et la suite logique sera un mouvement d'envergure pour dégager tous ces parasites, responsables de la casse du chemin de fer et des travailleurs.ses du rail.

Lionnel

La prev' déter' !!!

Nous sommes un collectif composé d'éducateurs, d'éducatrices de rue. Nous nous réunissons depuis de nombreuses années sur une base anticapitaliste. Nous sortons une feuille régulière qui s'intitule « Révolution Sociale » (*Bulletin des travailleurs sociaux adhérents ou sympathisants du NPA33*). Notre secteur est attaqué au même titre que le monde du travail : restriction budgétaire, ubérisation de tous les moyens, divisions, attaques en tout genre.

Notre mission première en « prévention spécialisée » consiste à intervenir au plus près des jeunes vivant dans les quartiers populaires, stigmatisés, subissant l'oppression, l'humiliation, et les contrôles policiers permanents. Les pouvoirs publics attendent des professionnels de terrain qu'ils musèlent cette jeunesse, rendent des comptes sur les caractéristiques de ces jeunes et surtout les inscrivent dans des dispositifs véritables usines cultivant la précarité, une misère assumée, pour le maintien de cet ordre social. De plus, les équipes de prévention sont mises en concurrence à travers les différentes associations qui les emploient, avec de véritables inquiétudes sur les budgets alloués ainsi que sur la pérennisation des postes.

Il est hors de question pour nous de nous inscrire dans ce schéma de domination qui entretient ce déterminisme de classe. Il y a quelques jours, des membres de notre collectif se sont rendus au Département pour soutenir l'action de collègues spécialisés dans l'accompagnement éducatif de jeunes (Mesure d'assistance éducative à domicile - AED). Cette initiative a été portée par les camarades de SUD. Nous avons été invités à prendre le micro. Nous avons partagé le même constat et l'ambition de ne pas subir.

Le lendemain, nous avons appelé à une Assemblée Générale à l'Athénée municipal en invitant largement nos collègues de la prévention ainsi que les collègues de l'AED rencontrés le jour précédant. Nous étions plus d'une trentaine à partager notre

quotidien et à comprendre qu'unis nous serions plus fort·es. Un tract revendicatif a dans la foulée été écrit. Nous l'avons distribué aux abords de la grande réunion de la prévention spécialisée (Conférence permanente) organisée par le Département. Lors de la diffusion, nous avons eu la visite du Président du Département. Nous avons explicité de vive voix nos inquiétudes (salaires, isolement des professionnels, attaque sur les budgets, mise en concurrence concernant les associations).

Le lundi 12 février jour du vote du budget du Département nous avons remis le couvert lors d'une journée de grève avec les syndicats CGT et SUD. Nous étions autour de 200 venus nous faire entendre et comme nous n'avons pas pu pénétrer dans le Département, nous sommes rentrés en manif dans la Préfecture voisine ! Une délégation a finalement été reçue.

Les liens se constituent et encouragent à poursuivre le mouvement. Dans cet objectif une Assemblée Générale avait lieu mardi 5 mars pour préparer la journée nationale de grève de notre secteur le 4 avril.

Nous restons déterminé.es et convaincu.es. Plusieurs nouveaux collègues adhèrent au mouvement et se sentent prêts à s'investir. Il est hors de question de lâcher le pavé !

Une partie de la street crew éducs de rue

Education : Après la mobilisation de février construire la grève

Depuis la reprise des cours en région parisienne après les vacances, le 26 février, un mouvement de grève profond se construit : « *Pas de moyens : pas de rentrée !* ». La grève est suivie et des Assemblées générales dans plusieurs villes votent la poursuite de la grève, notamment dans les collèges et en Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de la métropole où le délabrement de l'éducation est insupportable.

En Gironde, c'est le 1er février qui a été le coup d'envoi de la mobilisation. Ce jour-là, nous étions près de 50 % des enseignants, avec aussi les AESH et les AED, tous degrés confondus à être en grève. A Bordeaux la manifestation a réuni plus de 3000 personnes.

Encouragés par cette mobilisation, les grévistes réunis le matin en Assemblée générale à la Bourse du Travail ont voté la reconduction de la grève pour la semaine d'après. De fait, la mobilisation a été suivie du 6 février au 9 février avec des taux de grévistes certes plus faibles, mais assez importants le 6 février, journée nationale de grève. Plusieurs établissements ont mené des actions de « collège mort » comme à Andernos, Arsac ou Cadillac, des actions de blocages qui se sont poursuivies jusqu'aux vacances avec le soutien des parents d'élèves et de leurs fédérations (FCPE, PEEP).

Certes, les déclarations de feu la ministre de l'éducation, Amélie Oudéa Castera, nous avaient déjà bien agacé·es, mais en réalité les raisons de la colère sont bien plus profondes : nos conditions de travail ne font que se dégrader avec des effectifs d'élèves dans les classes beaucoup trop importants, les salaires ne suivent pas l'inflation malgré les annonces d'augmentation tonitruantes de la part du gouvernement et enfin, nous souhaitions exprimer notre refus catégorique des groupes de niveau au collège (mettre les élèves dans des groupes de maths et de français homogènes en fonction de leurs résultats scolaires, c'est-à-dire les « bons avec les bons » et les élèves en difficultés entre eux).

La colère ne s'est pas tarie. La mobilisation contre ce gouvernement et ses réformes mortifères se poursuit donc avec la perspective de construire un mouvement de grève. La journée de la fonction publique du 19 mars pourra être une étape pour construire des liens au delà de l'éducation.

Correspondant

Manifestation du 1er février à Bordeaux

Au lycée Camille Jullian, une grève « surprise »

Dans ce lycée de centre-ville, il y a peu l'habitude de se mettre en grève et encore moins de construire des mobilisations collectives. Et pourtant, avec la disparition annoncée de deux classes de seconde et des effectifs très importants dans les classes atteignant parfois 40 élèves, le ras-le-bol s'est exprimé. En heure d'information syndicale, de nombreux collègues ont voulu signifier que jamais ils ne faisaient grève mais que là, cette année, il fallait marquer le coup, qu'il n'est pas possible de tout laisser passer.

Ainsi pour la première fois depuis fort longtemps, une trentaine d'enseignant·es tenaient un piquet de grève devant l'établissement, se sont exprimé·es face à la presse invitée pour l'occasion et ont défilé le 1er février derrière la banderole du lycée « Camille Jullian en grève ».

La mobilisation a rendu très fiers les collègues qui l'ont rejointe et même ceux qui n'avaient pas pu la rejoindre mais qui en étaient solidaires. Aux dernières nouvelles, il apparaît même qu'un certain nombre d'heures qui auraient dû être supprimées sont redonnées et la disparition des deux classes pourraient se transformer en disparition d'une seule classe.

Correspondant

Non aux fermetures de filières techniques et professionnelles !

Un des moyens employés par le Ministère de l'éducation pour faire des économies est la fermeture pure et simple de filières (c'est-à-dire toutes les classes, 2nde, 1ère et Terminale, qui préparent à un même diplôme). Ainsi, en janvier, le rectorat a annoncé la fermeture de 6,5 Bac STMG (Sciences et Techniques du Management et de la Gestion), dont 3 sur la Métropole, pour obéir à l'oukaze du ministère : fermer suffisamment de classes pour que cette filière n'accueille pas plus de 50 % d'élèves de l'enseignement technique.

Le Ministère justifie ces fermetures en annonçant l'ouverture de filières industrielles, qui seraient plus en phase avec les besoins de l'emploi et les annonces de Macron pour réindustrialiser le pays…

En réalité, c'est la poursuite de la contraction de la filière des bacs technologiques qui ont perdu un tiers de leurs effectifs en vingt ans. La réduction des offres de formation a poussé de plus en plus les élèves vers STMG, pouvant pa-

raitre comme le plus ouvert vers tous les métiers du tertiaire.

Les jeunes qui n'auront plus de place en STMG ne trouveront pas plus de formation tertiaire dans les lycées pro, où, là-aussi, la doxa gouvernementale exige la suppression des bacs pros tertiaires « *pour répondre aux besoins de l'économie* ». Dès la rentrée prochaine, 80 filières seront supprimées dans le pays, dont pour la Gironde au moins deux à Saint-Médard-en-Jalles, avec obligation pour les profs en perte de postes de se réorienter.

Pour nous, c'est d'abord aux jeunes de décider de leurs formations en fonction de leurs aspirations, et c'est au service public d'offrir le plus de choix possible, avec des enseignements polyvalents qui offrent à toutes et tous le plus de culture pour leur émancipation collective. Et là, c'est clairement, nous, celles et ceux qui travaillons auprès d'eux, sans calculette à économies à la place du cerveau qui sommes les mieux placés pour le savoir. C'est nous qui étudions et travaillons, à nous de décider !

F.M.

Contrats aidés PEC, une manne pour les patrons

Les établissements scolaires privés sous contrat avec l'État usent et abusent des emplois aidés.

Les derniers en date, les PEC (Parcours Emploi Compétences) ne sont pas bien différents des précédents CAE-CUI (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi-Contrat Unique d'Insertion), précédés par d'autres, existant aussi dans les collectivités.

Agents de propreté ou de service, hommes à tout faire, aides documentalistes et bien d'autres emplois sont occupés par beaucoup de femmes et aussi d'hommes, surtout à temps partiel (20 heures hebdo minimum). Signables tous les 6 mois, ouverts aussi à des jeunes, ces contrats sont renouvelables jusqu'à 24 mois voire 5 ans pour les personnes issues de quartiers populaires, souffrant d'un handicap ou de plus de 50 ans.

Quand une au moins de ces conditions est remplie, l'employeur peut toucher jusqu'à 80 % du salaire sous forme d'aide du Département votée par arrêté préfectoral, en échange d'un soi-disant « accompagnement » et « formation » du salarié dit « éloigné de l'emploi ». La seule vérification de cette action formatrice est faite par France Travail via un formulaire en ligne. Le patron bénéficie en plus d'une exonération des cotisations patronales de Sécurité sociale.

Autant dire qu'ils s'en donnent à cœur joie pour prendre et reprendre, reconduire des PEC y compris sur des emplois pérennes au lieu d'embaucher en CDI ou de former ces personnes sans qualification, souvent d'origine étrangère.

Assez d'argent public pour la précarité ! Nous nous battons avec ces travailleur·es pour qu'ils et elles soient embauché·es avec un contrat et un salaire permettant de vivre et de voir l'avenir, contre les directions de l'enseignement privé, des « assistées » que l'État finance déjà à 80 % par le forfait d'externat et la rémunération des enseignants.

Correspondance

Plan blanc à l'hôpital de Libourne

Le 14 février, la direction du Centre hospitalier de Libourne (CHL) déclenchait le plan blanc pour une durée de sept jours. La raison, « *un afflux massif et continu de patients* », une situation « *sans précédent* ».

Quelle situation peut avoir conduit à cette mesure censée être exceptionnelle ? Pas une catastrophe ou un accident ayant entraîné de nombreux malades ou blessés… Mais le résultat d'un système de santé à la dérive qui, depuis des années, ferme des lits de toutes parts, décourage et fait fuir les médecins, les infirmières (il en manque 50 au CHL depuis des mois), les aides-soignantes, les kinés, etc. Les pouvoirs publics, l'ARS (Agence régionale de santé) et chaque directeur d'hôpital mettent tour à tour des rustines qui non seulement ne règlent rien mais déplacent les problèmes qui explosent ailleurs.

Ainsi, une des raisons de l'afflux de patients à Libourne se trouve dans la « régulation » des urgences sur la métropole bordelaise… L'obligation depuis plusieurs mois d'appeler le 15 avant de pouvoir être dirigés vers des urgences sur le CHU de Bordeaux conduit des patients à aller plutôt vers Libourne. Du coup, le CHL a demandé à l'ARS de pouvoir avoir recours à une régulation identique afin de « trier » les patients avant leur arrivée aux Urgences. Réponse de la directrice départementale de l'ARS : « *J'aimerais qu'on y arrive. Il nous faut cependant un Samu correctement dimensionné en Gironde. On n'y est pas encore même si on est sur une pente ascendante* »…

Le personnel et les syndicats ne cessent de dénoncer la situation, à Libourne comme dans tous les hôpitaux grands ou petits. Mais les directions et les décideurs pratiquent la fuite en avant et n'apportent aucune réponse. Et pendant ce temps, les banques ramassent les milliards d'intérêts que doivent leur payer les établissements, et les multinationales du médicament et du matériel hospitalier facturent au prix fort et battent des records de profits ! Cherchez l'erreur.

I.U.

« Bien vieillir » dans les Ehpads privés… tout en préservant les bénéfices

Le Sénat vient de supprimer une mesure qui prévoyait l'obligation pour les Ehpads lucratifs de réserver une partie de leurs bénéfices à l'amélioration de l'hébergement des résidents. Cette contrainte, pourtant très limitée, avait été mise en place il y a 2 ans, suite à la publication du livre *Les fossoyeurs* qui révélait le scandale Orpéa et la maltraitance institutionnelle des personnes âgées.

Pourquoi ce retrait ? Tout simplement car cela porterait atteinte au droit des actionnaires de faire ce qu'ils veulent de leurs bénéfices. Ils ont affirmé consacrer déjà plus de 10 % de leurs bénéfices à de telles actions, ont exprimé leur crainte que cette mesure soit une entrave à la liberté d'entreprendre, ce qui risquerait de « *détourner les investisseurs* » privés. Les groupes de santé privée ont été entendus !

Raisons de plus de défendre la réquisition des établissements privés lucratifs et leur intégration dans un secteur public au service des personnes âgées.

Extrait du bulletin de la branche Santé du NPA33

La lutte des femmes, moteur de la lutte pour changer le monde

De #MeToo dont l'écho continue à se propager en France avec Judith Godrèche après Adèle Haenel et bien d'autres, aux luttes pour le droit à l'IVG de l'Argentine à la Pologne ou aux USA, à celles des femmes iraniennes brûlant leurs voiles et coupant leurs cheveux… un profond mouvement des femmes secoue le monde. Plus jeune, international, le mouvement féministe en plein renouveau est également plus radical dans le sens où il cherche à s'attaquer à la racine des oppressions. Il est porteur d'une révolte contre une société d'oppressions.

Une sororité et une solidarité internationales qui contestent les fondements de la société

Ce renouveau féministe encourage non seulement la libération de la parole et des corps, mais aussi les femmes à s'organiser, à prendre en main elles-mêmes leurs luttes. Il inscrit, de fait, la lutte de libération des femmes dans la perspective de la lutte contre toutes les oppressions, la lutte de tous les exploité·es pour en finir avec l'exploitation.

En contestant le patriarcat, qui entend s'approprier et contrôler le corps des femmes pour les soumettre à la seule fonction de procréatrices, en revendiquant, avec le mouvement LGBTI, une sexualité indépendante de la reproduction et des normes de genre, le mouvement des femmes remet en cause la famille, pilier de la société capitaliste.

Contre les rapports de domination et d'exploitation

Premières de corvées dans les secteurs les plus exploités (commerce, ménage, métiers du care…), les femmes sont les premières victimes du système capitaliste qui s'enfonce dans une crise globale. Elles cumulent violences sociales, économiques et violences sexistes et sexuelles, exploitation sexuelle et domestique, mutilations telle l'excision, privation de liberté, et sont aussi assassinées en raison de leur genre. 134 féminicides ont eu lieu en 2023 en France, et 24 sur les 50 premiers jours de 2024.

En se battant contre le déferlement réactionnaire, l'ordre moral, la lutte des femmes pour leur émancipation est un puissant ferment de la lutte contre toutes les oppressions et les rapports de domination et d'exploitation qui les conditionnent, la propriété capitaliste, et les préjugés nécessaires à sa perpétuation.

Le NPA vous invite à en débattre
Samedi 9 mars à 17h30
Salle municipale Nicole Vanrast
250 rue Malbec - Bordeaux

La grève féministe du 8 mars se construit pas à pas

Depuis le mouvement #MeToo, la parole s'est libérée en France, mais concrètement, la situation des violences faites aux femmes n'a pas changé avec 120 féminicides en moyenne par an.

Les institutions, les politiques ou le marketing des entreprises ont su reprendre à leur compte certains combats, certains mots d'ordre mais pour des raisons bien éloignées d'une véritable émancipation des femmes.

La grève féministe, une grève contre le patriarcat et le capitalisme

Pour venir en aide de façon immédiate aux enfants victimes de violences, aux femmes et à toutes les minorités de genre, il faut des moyens. Et ces moyens baissent, que ce soit pour les centres d'accueil de victimes, pour les plannings familiaux, les travailleurs sociaux, les infirmières scolaires etc. De fait, on ne peut pas concrètement aider les femmes et maintenir les profits du capitalisme. Beaucoup de féministes ont bien compris qu'une stratégie de lobbying pour quémander de l'argent dans les institutions de la République ne pouvait pas fonctionner : il faut l'imposer par l'action collective.

Les capitalistes s'enrichissent parce qu'une grande partie du travail nécessaire à la reproduction de la société est un travail gratuit qu'effectuent les femmes dans le cadre familial (tâches domestiques, soin aux enfants, aux personnes âgées, malades ou handicapées). Ce travail gratuit et nécessaire peut empêcher certaines d'avoir un emploi à temps plein, voire un

emploi tout court. Cette précarité ou la peur de se retrouver seule sont parfois des raisons qui empêchent les femmes de quitter un conjoint violent surtout lorsque l'on sait que les familles monoparentales constituent la majorité des familles en situation de pauvreté.

Face à ce constat, une partie du mouvement féministe a bien compris que ce n'est pas en éduquant notre entourage que l'on pourra s'opposer au système patriarcal. Ce n'est pas non plus en exigeant la déconstruction de chacun individuellement, en transformant finalement le féminisme en développement personnel, pour soi et pour ses proches, alors que des millions de femmes subissent la précarité, la pauvreté, et particulièrement les femmes migrantes violées, esclavagisées sur la route de l'exil ou en France.

L'AG féministe et une partie du mouvement féministe ont fait le choix de s'inscrire dans la stratégie de la grève féministe, c'est-à-dire un féminisme de lutte collective pour l'émancipation.

La grève pour gagner des avancées concrètes

Le 8 mars, des milliers de femmes grèvent et défilent à travers le monde, que ce soit en Argentine, en Espagne, en Pologne, en Suisse, en Islande etc. Dans ces pays, les femmes ont gagné concrètement des droits. A cet égard, l'Espagne fait figure d'exemple : le taux de féminicides (nombre de féminicides/population totale) est deux fois moins important que celui de la France. Les moyens financiers sont conséquents : 1 milliard d'euros sur 5 ans, directement fléchés contre les violences conjugales, soit 16 € par personne par an alors qu'en France on ne compte à peine 5 € /pers/an). La grève permet donc de construire des revendications collectives immédiates sur lesquelles il est possible de gagner

La grève pour que notre monde change de base

La grève est la meilleure manifestation du fait que ce sont les femmes qui font tourner la société « *si on s'arrête, le monde s'arrête* ». Et par conséquent, si on le fait tourner, c'est qu'il est également possible de décider de ce que l'on veut pour cette société.

La construction de la grève à l'AG féministe de Gironde en 2024

Cette année, l'AG féministe de Gironde a mis plus de forces que jamais dans la préparation de cette journée du 8 mars. En plus de la manifestation bordelaise et de l'AG des grévistes qui se tiendra dans la continuité, il y aura le lendemain 9 mars un rassemblement au marché de La Réole. Pour le 8, plusieurs départs communs du Sud Gironde sont organisés. Plus d'une centaine de personnes ont même répondu à notre appel à bénévoles pour nous aider à coller les affiches, distribuer les tracts, confectionner pancartes et banderoles. L'annonce de la manifestation est donc faite partout sur le territoire de la métropole et dans une partie du département.

Sur la Rive Droite, l'AG de lutte s'est également jointe à la dynamique permettant alors de mélanger les expériences militantes et donc les façons de convaincre.

Peut-être que la grève féministe de cette année sera moins importante que celle de l'année dernière qui était pleinement partie prenante du mouvement contre la réforme des retraites, mais la dynamique collective, démocratique, unitaire et radicale est bien là et lancée pour l'avenir.

Chloé

Contre la GPSO, le combat continue !

Le 16 février, à la Réole, divers collectifs opposants à la LGV Bordeaux-Toulouse/Dax (GPSO) organisaient une demi-journée de mobilisation qui a rassemblé jusqu'à 400 personnes. Un rendez-vous était donné à 16h00 à la gare pour un rassemblement avec diverses animations, performances artistiques et prises de parole de divers collectifs et personnes invitées. Ensuite, un « *grand convoi piéton* » s'est dirigé en fanfare à travers la ville vers la salle de l'Amicale laïque où s'est tenue une réunion publique, avant le concert de clôture.

L'évènement était une nouvelle occasion de dénoncer l'aberration « *de faire une ligne parallèle à celle existante, au lieu d'aménager celles qui existent déjà, tout simplement pour qu'une toute petite minorité de gens puisse gagner une heure* », dixit un militant. La ligne ferroviaire actuelle qui traverse Saint Médard d'Eyrans sera élargie. Equipée de murs antibruit, elle deviendra un véritable « mur de Berlin »… A Bernos-Beaulac, un triangle ferroviaire assurera la connexion de la partie Bordeaux-Toulouse avec celle vers Dax. L'ouvrage, composé de plusieurs viaducs en béton, enjambera l'autoroute A65, le Ciron et ses affluents : « *Il faut imaginer des échangeurs comme à Los Angeles en pleine forêt* » dénonçait une intervenante du collectif LGV NINA (ni ici ni ailleurs). Les quantités énormes de béton nécessaires demanderont l'exploitation d'immenses gravières. Dans le seul village de Bourdelles, à plus de 50 km de la future ligne, 120 hectares de terres agricoles sont menacés de destruction par le bétonneur Lafarge !

Cette liste de menaces dramatiques, loin d'être exhaustive, explique pourquoi les rangs des opposants à la GPSO grossissent, renforçant leur colère et leur détermination. Le succès de cette après-midi de mobilisation de la Réole a montré que les nombreux collectifs qui ont su se regrouper pour l'organiser sont loin de baisser les bras face à l'avancée des travaux et à l'entêtement absurde des promoteurs du projet, à commencer par Rousset et Delga, président·es des deux régions, incapables par ailleurs d'assurer l'entretien des lignes de trains du quotidien dont ils ont la responsabilité.

D.M.

Pour suivre l'actualité de la lutte :
www.lgvnonmerci.fr
et Facebook, NON LGV

En Gironde, la viticulture malade… du capitalisme

Le mercredi 28 février, une centaine de vignerons balançaient du lisier sur le siège du géant du négoce Castel, à Blanquefort, un poids lourd de la viticulture. Après les annonces d'Attal et le numéro de Macron au Salon de l'agriculture, flatterie et fausses promesses ont ravivé la colère dans le secteur agricole. Prétendus prix planchers, trésorerie insuffisante, illusions du protectionnisme et de la souveraineté alimentaire en concurrence avec le RN, attaques contre les timides protections de l'environnement… aucune des annonces ne répond à la vraie question des revenus du travail. Leur seul objectif est de calmer la mobilisation et d'aider la FNSEA à reprendre la main.

L'agro-industrie contre le revenu des producteurs

L'opération menée devant le siège de la multinationale Castel, à l'appel de la FDSEA et des JA, fait écho à celle organisée par la Confédération paysanne à Laval, occupant le siège de la multinationale du lait Lactalis, opération renouvelée sur son stand pendant le Salon. Dans les deux cas, c'est bien la pression de l'agro-industrie sur les producteurs qui est dénoncée pour poser la question du revenu des producteurs, quand la FNSEA essaye de détourner la colère sur les normes sanitaires et environnementales.

Castel, 3ème vendeur de vin dans le monde, sous-paye 2500 « *vignerons-partenaires* » qui ne trouveraient pas de débouchés autrement qu'en passant par cette multinationale qui vend, entre autres, 500 millions de bouteilles de vin pour un chiffre d'affaires global de 5,6 milliards.

« *Vends ton hélico, paye nos tonneaux* » criaient les vignerons au patron Pierre Castel, 96 ans. Il ne pouvait pas entendre… réfugié permanent en Suisse avec sa fortune de plus de 14 milliards, la 9ème du pays.

Le Collectif Viti 33, en marge des syndicats, multiplie lui aussi les actions contre les négociants et l'agro-industrie, comme le 22 février devant le Grand Chai de France à Landiras et à la Base Système U, et il en prévoit d'autres. De son côté, la FDSEA annonce que « *dès qu'un négociant achètera en dessous de 1000 € le tonneau* (900 litres), *il aura droit à une visite de notre part et sera dénoncé publiquement* ».

Un porte-parole de la Confédération paysanne, vigneron, critique dans la presse ce soudain radicalisme de la FNSEA, totalement liée à l'agro-industrie : une « *gigantesque opération d'enfumage* », car « *ce niveau de prix est celui qui était réclamé il y a 15 ans. Depuis, tous les prix des intrants et de l'énergie ont explosé.* » De fait, le Tribunal de Commerce de Bordeaux vient de donner raison à un viticulteur qui a réussi à faire condamner d'autres grands négociants, Cordier et Ginestet, parce qu'ils lui avaient acheté pendant deux ans des tonneaux à 1200 € pour un coût de production de 1600 €. Déjà bien au-dessus des 1000 € dont parle la FNSEA.

Inégalités et faillites dans la viticulture

A côté des fortunes concentrées par les grands châteaux et les négociants, 70% des petits exploitants ne touchent pas le smic, alors que s'enrichissent sur leur dos, outre les négociants, les banques, les industriels qui leur vendent machines, fournitures et intrants, et la grande distribution. Ce parasitisme du capital pèse le plus durement sur les petits exploitants. En Gironde, sur les 3800 propriétés viticoles, 1372 se disent en difficultés et 10% sont en procédure judiciaire. Plus de 300 préparent l'arrêt de leur activité. Le porte-parole de la Confédération paysanne indique que « *Les salles d'audience des tribunaux de Gironde sont peuplées de vignerons en redressement judiciaire. C'est la moitié de la filière qui est en cessation de paiement. Les chais sont pleins et les trésoreries à sec.* »

Les petits exploitants sont mis en concurrence pour obtenir les primes à l'arrachage. Le Collectif Viti 33 revendiquait que 20 000 ha de vignes sur 120 000 au total soient arrachés contre une indemnité de 10 000 € par hectare, une sorte de « plan social » payé par l'argent public, une prime

Pétrole en Gironde : « *Produire jusqu'à ce que ce ne soit plus possible* »

C'est cette logique absurde, guidée par la seule loi du profit, que des milliers d'opposants ont dénoncé à plusieurs reprises en Gironde, notamment le 11 février, avec 3000 manifestants, dont Greta Thunberg en invitée surprise et solidaire.

« *Produire jusqu'à ce que ce ne soit plus possible* », ces mots sont ceux des dirigeantes de Vermilion REP, filiale de Vermilion Energy, société canadienne de 1000 employés, et plus de 2 milliards de chiffre d'affaires. Elle produit 70 % du pétrole en France avec 450 forages et un peu moins de 200 salariés, produisant 8200 barils/jour, soit 0,5 % de la consommation du pays.

Le problème pour cette société est que ses 27 concessions ont des termes variables et qu'aucun ne pourra être prolongé au-delà de 2040, tout du moins si la loi votée en 2017 qui doit interdire leur renouvellement est réellement appliquée.

En attendant, Vermilion exploite au maximum ses puits qui perdent environ 15 % de productivité chaque année et elle veut en ouvrir d'autres, notamment 8 nouveaux dans la forêt de La Teste-de-Buch, ravagée par les incendies à l'été 2022. Les 50 puits déjà présents à Cazaux avaient été protégés par les gigantesques plateformes de graviers qui avaient empêché les flammes d'approcher.

Hypocrisie du greenwashing

Mais les dirigeantes de Vermilion n'ont rien à répondre aux manifestants qui font le lien, comme le GIEC, entre utilisation des hydrocarbures, réchauffement climatique, et multiplication des incendies massifs, comme en ce moment au Texas.

Sans vergogne, elles osent les arguments écologiques : « *Il est dommage que la France se prive d'une ressource qu'elle a sur son territoire. Le pétrole qu'on importe émet trois fois plus de CO2 que celui qu'on produit ici* ». Sur leur site, ils se présentent comme une « *compagnie pétrolière résiliente et investie à long terme qui souhaite accompagner la transition énergétique* ». Et bien sûr, « *Aujourd'hui, il n'y a pas de solution alternative*. »

Vermilion peut compter sur l'appui du pouvoir. Le ministre Béchu a déclaré que tant que la France avait besoin de pétrole, il n'était « *pas plus mal qu'il vienne d'ici plutôt que […] du bout du monde* », dénonçant : « *L'hypocrisie, ce serait de dire 'je refuse des puits de pétrole ici, mais on va continuer à l'acheter à l'Azerbaïdjan ou à la Russie'. On aura à la fois perdu d'un point de vue climatique et économique.* ». On voit où est l'hypocrisie.

Pas question de laisser faire

Il n'y a pas d'alternative, en effet, si on laisse la production et l'organisation de la société entre les mains de ces groupes capitalistes, dont Vermilion n'est certes qu'un petit rouage mais qui assume sa part de dégâts.

Les organisations qui ont appelé aux manifestations (Écocitoyens du Bassin d'Arcachon, Greenpeace Bordeaux, STOP Total Bordeaux, XR Bordeaux, Soulèvements de la Terre Pessac…) dénoncent clairement le cynisme de ce groupe et l'aveuglement de ces projets. Contre les nouveaux puits, elles ont lancé une pétition qui a réuni près de 40 000 signatures : « *Nous demandons donc au Préfet d'user de ses pouvoirs pour empêcher cette exploitation destructrice.* », estimant qu'il est le seul à pouvoir mettre un coup d'arrêt au projet, alors que l'enquête publique demandée par l'Etat, a donné son feu vert depuis novembre. Vu le double discours permanent de Macron qui osait dire « *la priorité des priorités est que les pays les plus avancés sortent des énergies fossiles* », il est plus prudent de compter sur la poursuite des mobilisations que sur une décision du préfet.

F.M.

---

de fin d'activité en échange d'une réduction de la production avec l'espoir de faire remonter les prix. L'Etat a finalement limité l'arrachage à 9300 ha au maximum, avec une prime de 6000 €/ha, loin des revendications paysannes.

Salariés et paysans pauvres, des intérêts qui se rejoignent contre le capital de l'agro-industrie

Ceux qui n'auront rien du tout, ceux qu'on n'entend pas, tout en bas de la chaine, ce sont les 14 000 salariés permanents, les 3400 salariés des coopératives, les milliers de saisonniers dont des centaines survivent dans la plus extrême précarité des squats de la métropole bordelaise, transportés en camionnettes tous les matins vers les vignobles… Sans eux, aucun exploitant, petit ou grand, ne pourrait sortir sa production. Exploités quand « tout va bien », ils sont percutés par la chute des revenus des petits exploitants qui arrachent les vignes et abandonnent leurs propriétés. Pour les salariés, ce sont les licenciements et les disparitions d'emplois.

En Gironde comme partout, il n'y a pas d'unité paysanne pas plus que d'intérêt commun national de l'agriculture. Ce sont bien des intérêts de classes qui s'opposent aussi dans ce secteur, ceux des salariés et des paysans pauvres contre ceux du capital.

Nombre de petits exploitants font l'expérience que leur statut « indépendant » d'exploitants, petits patrons et petits propriétaires, ne leur laisse que l'indépendance d'être rendus responsables de leur faillite devant les Tribunaux de commerce. Seule une réorganisation de l'économie sous la direction des travailleurs, remettant en cause la loi du profit et la propriété capitaliste, pourrait leur offrir des crédits à bon marché et des prix dignes pour leur production.

François Minvielle

Non au projet de disparition de 482 logements HLM à Pessac Saige

Le 14 février, Domofrance, la mairie de Pessac et la Métropole inauguraient la « *Maison du projet de renouvellement urbain* » de la cité Saige-Formanoir. L'occasion pour l'amicale CNL de Saige (liée à la Confédération nationale du logement) et l'association Femmes égalité présente sur le quartier d'appeler à un rassemblement pour contester le projet et exiger une réhabilitation de l'ensemble des 1400 logements HLM de la cité.

Car en guise de « renouvellement », le projet est celui de la destruction de trois des huit tours de 18 étages et d'un bâtiment de trois étages, soit 373 appartements avec, en plus, la transformation des 109 appartements d'une quatrième tour en bureaux pour des entreprises privées et quelques logements temporaires pour jeunes actifs. Au total, ce sont donc 482 logements sociaux que les pouvoirs publics veulent faire disparaître, dans un quartier central desservi par le tram, à proximité immédiate des services, commerces, établissements scolaires et universités.

Pour le maire, Raynal, il serait urgent de « *dédensifier le quartier qui s'appauvrit de manière intense depuis ces dernières années* » ! Trop de pauvres ? Virons-les donc ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les premiers locataires qui sont partis n'ont pour la plupart trouvé à se loger que dans des communes éloignées.

Sans compter que l'opération est vue d'un très bon œil par l'hôpital privé voisin, actuellement limité dans ses projets de développement, bordé d'un côté par la rocade et de l'autre par la cité… Le projet prévoit opportunément la « *création d'une Allée de la santé pour le développement de nouvelles activités économiques autour de la santé sur un futur axe allant du tramway à l'hôpital Saint-Martin* ».

60 000 familles en attente de logement social en Gironde

Cette opération est particulièrement choquante alors que le manque de logements est dramatique et que les loyers explosent sur la Métropole ! Près de 2,5 millions de familles sont aujourd'hui en attente d'un logement social dans le pays. 60 000 sur le seul département. Cela alors que la production de logements sociaux est passée, au plan national, de 126 000 en 2016 à 96 000 en 2022…

Isabelle Ufferte

De plus en plus de logements vacants…

Alors que les difficultés pour se loger ne cessent d'augmenter, l'Insee révèle que le nombre de logements vides ne cesse de croître. Pour la France métropolitaine, il est passé de 1 859 000 en 1983 à 2 966 000 aujourd'hui.

Sur la métropole de Bordeaux, leur nombre représente 5,7 % du total, contre 4,8 % en 2015. Il y en avait 22 473 en 2018 (10 590 à Bordeaux) et 25 228 aujourd'hui, dont 12 338 à Bordeaux… à comparer aux quelques 1000 personnes vivant dans la rue, en bidonville ou en squat recensées par la mairie de Bordeaux au cours de la Nuit des solidarités, le 25 janvier dernier… A comparer également à toutes celles et ceux qui, faute de salaires suffisants, non pas d'autre choix que de vivre dans des logements insalubres et vétustes ou de s'éloigner de plus en plus loin de leur lieu de travail.

Pour l'agence d'urbanisme de Bordeaux-Métropole A 'Urba ces taux n'auraient rien d'anormal, un taux de 6 à 7 % serait même un « *minimum nécessaire à la fluidité du marché* ». Autrement dit aux affaires des promoteurs, bailleurs et autres agences immobilières. Et c'est bien là que se trouve le véritable problème. Utiliser rationnellement le nombre de logements existants pour assurer à chacune et à chacun son droit à se loger de façon décente est incompatible avec les « lois du marché », le capitalisme.

D.M.

Quand l'ordre moral a peur… des Drag Queen !

Une des MJC de Mérignac, en association avec Le Girofard (centre pour les personnes lesbiennes, gays, bi, trans intersexe, et non binaire), avait prévu d'organiser en février un « *stage Drag Queen* » pour les jeunes de 11 à 17 ans, avec l'objectif de faire reculer les préjugés, faire réfléchir sur les stéréotypes, les codes sociaux autour du genre.

La lie réactionnaire s'est mobilisée : « parents vigilants », associations catholiques, partis et réseaux d'extrême-droite, chauffés à blanc par CNews et Morandini, ils y sont allés de leur hystérie et de leurs menaces.

Les organisateurs leur ont d'abord tenu tête, comme la présidente de la Fédération régionale des MJC qui a argumenté que « *les enfants n'attendent pas 18 ans pour se poser des questions de genre. Nous sommes là pour les aider à questionner les stéréotypes, pas pour leur proposer une réponse* ». Mais ils ont été lâchés en rase campagne par la mairie de « gauche » et l'Etat, ce dernier ayant même menacé la MJC du retrait de son agrément. Les organisateurs ont dû annuler.

Un signal pour tous les défenseurs des droits et des libertés. Contre les oppressions et les oppresseurs, on ne pourra compter que sur nous-mêmes.

Correspondant

Le budget du Conseil Départemental et la politique d'austérité de l'Etat

Le 12 février, le Conseil départemental de Gironde votait son budget 2024. Avec un montant de 2,19 milliards d'euros, il manque 200 millions pour que le Département puisse continuer à assurer ses missions au niveau auquel il le faisait jusqu'à présent, impliquant une réduction de 8 % des dépenses.

Cela se traduit par moins d'aides aux communes (15 millions au lieu de 30), moins d'investissements (217 millions contre plus de 300) avec comme conséquence des retards dans la construction et l'entretien des collèges, l'arrêt à l'aide à la construction et à la réhabilitation des Ehpads, au soutien à certaines associations, la diminution de l'aide à l'enfance et à l'insertion, le report du recrutement de personnel, etc.

Face au mécontentement, Gleyze, président socialiste du Conseil départemental, a dénoncé le gouvernement qui se décharge toujours plus sur les collectivités locales de fonctions qu'il assurait préalablement sans les accompagner des dotations nécessaires. Et certaines décisions de Macron-Attal vont encore aggraver les déséquilibres, comme la suppression annoncée de l'ASS (allocation spécifique de solidarité) qui va se traduire par une augmentation des demandes pour le RSA, financé à 52 % par le Département. Quant à l'uniforme dans les collèges, ce seront 6,8 millions d'euros de plus. Cela alors que la fiscalité directe du Département est en baisse. Avec la crise de l'immobilier, les recettes liées aux droits de mutation, taxe versée par les notaires à l'occasion de toute transaction immobilière, ont fondu de 145 millions d'euros…

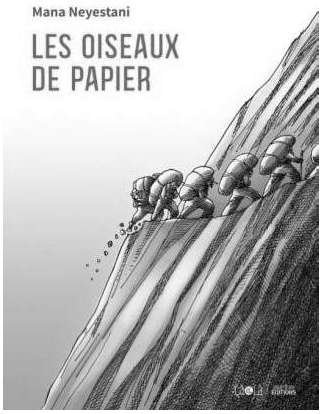
Gleyze et la majorité de gauche du Conseil départemental voudraient bien dégager leur responsabilité de la politique d'austérité qu'ils mènent, à leur niveau, sous les contraintes budgétaires du gouvernement. Au début du conseil, ils ont voté un « *appel à la raison républicaine* […] *pour un budget respectant la libre administration des collectivités locales* », accusant le gouvernement de les « *réduire à des agences de l'État* » … Et après avoir voté le budget officiel - obligatoirement en équilibre sous peine sinon de se voir invalidé par la préfecture -, ils ont voté un « *budget combattif* » sous forme de « *vœu* », le budget qu'ils auraient choisi si l'Etat ne les en avait pas « empêché » …

Cette comédie est dérisoire et hypocrite. Quoi qu'ils en disent, les collectivités locales sont pleinement partie prenante de l'Etat, des rouages qui répercutent à leur niveau les politiques de ce dernier. La baisse du budget départemental, avec ses conséquences dramatiques sur la population, est un vecteur d'application de la politique d'austérité du gouvernement. Politique d'austérité à laquelle les partis dont sont membres les élus de la majorité du Conseil départemental ont largement contribué lorsqu'ils étaient au sommet de l'Etat…

Daniel Minvielle

Les Oiseaux de papier

de Mana Neyestani, Arte Editions, 20 euros



Mana Neyestani est un auteur-dessinateur iranien, emprisonné pour des dessins jugés trop engagés, en exil depuis 2006.

Son récit se déroule aujourd'hui dans le Kurdistan iranien, une zone de hautes montagnes frontalières de l'Irak. Le régime interdit de nombreuses marchandises, tennis, cigarettes, vêtements, alcool… mais l'attrait et la mondialisation sont plus puissants. Les marchandises circulent quand même, par la contrebande, dans de lourds colis, sur le dos de dizaines de milliers de passeurs, les « kolbars ». D'abord recrutés parmi les paysans pauvres, on trouve parmi eux de plus en plus d'étudiants diplômés, de femmes. Pour des sommes misérables, ils affrontent la montagne, la neige, un territoire toujours miné, et les garde-frontières iraniens qui tirent à vue, faisant chaque année des dizaines de morts parmi eux.

Jalal, jeune ingénieur sans emploi, fait sa première traversée. Son amie Rojan, elle, tisse des tapis, apportant les seules touches de couleur dans cette BD en noir et blanc. Dans le dos de son père, elle en détourne quelques-uns pour que Jalal les vende. Ils veulent réunir assez d'argent pour s'enfuir à Téhéran et y vivre ensemble, qu'elle puisse faire des études et échapper au mariage arrangé par son père.

L'histoire et le dessin sont durs, comme les traditions réactionnaires et le commerce sans pitié. Quelle autre possibilité qu'une lutte désespérée pour une vie meilleure ? Rojan chante en tissant « *Je ne sais pas qui me possède. Quel dieu ? Quel diable ? … Ni le ciel ne vole à mon secours, Ni le monde, Ni la loi… Tout chemin est pour moi une impasse… Tant que le départ existe je migre… Tant que la patrie existe je suis apatride… Tant que la potence existe je me fais pendre* ».

F.M.

Trois livres sur Marx

Marx a été transformé en son contraire. Du militant curieux doutant de tout et cherchant sans cesse, on en a fait un penseur figé, d'un démocrate radical, un doctrinaire sectaire voire dictatorial. Trois livres récents viennent illustrer le contraire, à chaque période de sa vie.

Ils montrent que le fil à plomb de son cheminement intellectuel et militant a été de démontrer à partir de l'activité réelle des masses et de l'évolution du capitalisme, la possibilité et la nécessité du socialisme ou communisme. Ses idées et son action n'étaient pas guidées par des dogmes mais par l'étude des faits économiques et politiques en s'appuyant sur ce que faisaient les travailleurs les plus conscients, d'où son combat à la fois contre les opportunistes et les sectaires. Dans les débats et conflits permanents de la lutte de classes et d'idées, il a été très ferme sur le fond et très souple sur la forme.

Karl Marx à 20 ans d'Isabelle Garo (Au Diable Vauvert, 2022) résume en 8 chapitres son cheminement vers ce qui deviendra sa raison de vivre, « la lutte ». Elle montre comment l'époque et la région où il est né, les rencontres faites dans sa famille, dans sa vie d'étudiant amoureux puis de journaliste audacieux ont forgé peu à peu son caractère et sa conscience : « *si la trajectoire de Marx n'eut donc rien d'un destin, elle fut toujours une aventure et sa jeunesse ardente maria très tôt, et pour toujours, l'analyse patiente à la révolte et la théorie à la vie même* ».

Le travail de parti de Marx de Jean Quétier (Ed. de la Sorbonne, 2023) développe son activité dans les organisations qu'il a impulsées comme les premiers comités de correspondance, ou auxquelles il a participé comme la Ligue des Justes dont il a été chargé de rédiger le fameux Manifeste puis les partis socialistes naissants en Allemagne, ou qu'il a dirigées comme l'AIT. Il y a défendu à la fois la démocratie ouvrière la plus large et le combat global pour le communisme entraînant toutes les couches exploitées, se nourrissant de toutes les idées de progrès.

A la fin de sa vie racontée dans **Les dernières années de Marx** de Marcello Musto (PUF, 2023), il s'est concentré sur son *Capital*, *Critique de l'économie politique,* travail de toute une vie de recherches et de ce fait, jamais achevé. Il partait de l'analyse de l'évolution du capital en pleine expansion pour en démontrer les contradictions.

Mais pas seulement. Il est resté avide des dernières découvertes dans tous les domaines de la science, et a toujours répondu aux rencontres et sollicitations de militants d'Europe et d'Amérique.

Face à des partisans qui déjà en son temps, faisaient de ses idées des dogmes, étranger à toute pensée satisfaite d'elle-même et à toute activité autocentrée, il a dit avec malice : « *Ce qui est sûr, c'est que moi, je ne suis pas marxiste* ».

Mónica Casanova

Lisez REVOLUTIONNAIRES le journal du NPA